

CHEF DE LA REDACTION DE LA MEUSE:
Louis MARAITE

LA MEUSE - ÉDITION DE LIÈGE
Bd de la Sauvenière, 38 - 4000 Liège
TEL. 04/220.08.11 - FAX 04/220.08.59
redige@lameuse@sudpresse.be
www.lameuse.be

DIRECTEUR GÉNÉRAL: Jean-Claude FYON
RÉDACTEUR EN CHEF: Didier HAMANN
SECRETAIRES GÉNÉRAUX: Philippe MEST
DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT: André THIEL
CHEF DE L'INFO GÉNÉRALE: Michel ROYER
SUD PRESSE S.A.
RUE DE COQUELET, 134 - 5000 NAMUR
Editeur responsable: Patrick HURBAIN

AVIS NÉCROLOGIQUES: TEL 081/208.280 - FAX 081/208.271
PETITES ANNONCES: TEL 04/220.08.22 - FAX 04/220.08.80
ANNONCES COMMERCIALES: TEL 04/220.08.35 - FAX 04/223.75.05
ABONNEMENTS: TEL 081/208.490 - FAX 081/208.442
E-MAIL: abonements@sudpresse.be
ABONNEMENTS 3 MOIS 56 € 6 MOIS 110 € 12 MOIS 202 €
À VERSER AU COMPTE ING 340-009871-51
en mentionnant l'édition souhaitée

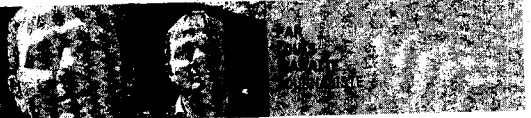
redéploiement économique J-90, entretien sur "Liège 2020"

AVLC

Laurent Minguet

MANAGER
DE
L'ANNÉE
2004

ADMINIS.
DELEGUE
D'EVS
BROADCAST



Futuribles? Pas terrible!

Laurent Minguet est le "Manager de l'Année". Le patron de la société EVS a accepté d'être le consultant de "La Meuse" pour accompagner les derniers cent jours avant la mise sous cocon du haut-fourneau. A J-90, nous l'avons interrogé sur l'étude "Liège 2020" commandée par la SPI + au groupe français "Futuribles" de Hugues de Jouvenel. Conclusion du patron liégeois ? "Futuribles, pas terrible".

La rime est un peu facile, non ? La rime est facile mais reflète bien l'esprit "à boire et à manger" qu'on trouve dans cette étude.

Jouvenel n'a pas la langue de bois. Cela doit vous plaire...

J'apprécie ses critiques quand il dit que : "les régions... attendent une solution divine : le retour de la croissance, les subsides européens, la construction d'une gare TGV...". Ou quand il recommande aux acteurs de partager une vision commune d'un futur souhaitable. Il est intéressant de noter qu'il cite la problématique du prix de l'énergie, fustige le foisonnement d'initiatives dispersées qui n'aboutissent pas (encore) à un redressement catalysé par la prochaine fermeture du "chaud". Il a raison !

Son analyse du déclin est-elle correcte ?

Oui. Mais guère détaillée. La fermeture des mines, l'augmentation du prix de l'énergie puis la mondialisation qui confronte les entreprises à une concurrence croissante, souvent déloyale, à cause du dumping social ou environnemental... Pour résister, on investit dans l'outil au détriment de la main d'œuvre. Ainsi, les deux hauts fourneaux d'Arcelor assurent aujourd'hui la même production que les 13 initiaux du temps où il y avait 40.000 travailleurs. Ceux-ci, habitués à la richesse passée, se sont souvent réfugiés derrière les droits acquis avec certaines dérivés comme celle de l'usine Cuivre & Zinc contribuant à renforcer, près des investisseurs extérieurs, l'image d'un syndicalisme musclé.

Et c'est le pouvoir public qui a dû pallier le désinvestissement du privé...

Mais contrairement à une idée reçue, la Région wallonne et les invests locaux ont bien fait de maintenir, parfois sous perfusion, les industries locales comme Cockerill, la FN, Prayon, CMI... mais aussi EVS ou Eurogentec. Autrement, c'eût été pire.

Vous dites qu'il y a à boire et à manger. Listons d'abord les points positifs...

J'applaudis la critique de la politique du "tout à la route" et sa contrepartie, la non modernisation des équipements de transports collectifs.

J'applaudis également la prise de conscience écologique : "nous sommes solidaires d'un même écosystème planétaire". Il évoque le réchauffement climatique, je rajouterais les risques technologiques (Tchernobyl), la dépendance énergétique.

Vous êtes plus sceptiques aussi sur d'autres avancées de l'étude.

Je suis agnostique quand on prétend que le secteur touristique se porte plutôt bien. La valorisation du capital humain me fait sourire : si on forme des techniciens qui ne trouvent pas du travail ici, ils s'en iront et nos efforts de formation auront financé nos concurrents. Et la valorisation du capital naturel et culturel, c'est de la poudre aux yeux : la culture et la nature ne vont pas attirer l'investisseur tant que les "fondamentaux" -paix sociale, main d'oeuvre qualifiée et zélée, bienveillance de l'administration- ne sont pas rencontrés.

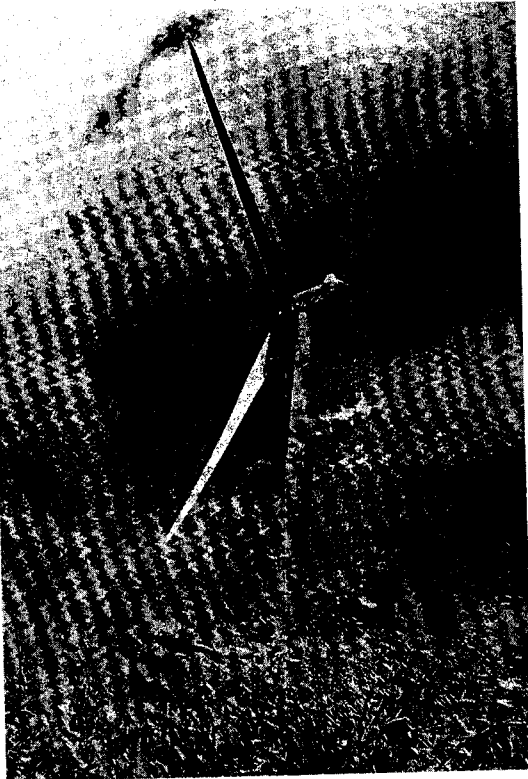
Vous accusez Jouvenel d'avoir été... réducteur.

Il me semble que, concernant les secteurs créateurs de richesse, il se soit limité à la biotechnologie, l'aérospatial, micromécanique et logistique, soit aux secteurs représentés dans le groupe de travail. Par contre, il oublie l'armement (FN, CMI, New Lachaussée), la chimie dont Prayon est un leader mondial, les technologies de l'information et de la communication (BEA, CE + T, DELTATEC, DINH, EURESYS, EVS, GILLAM, XDC...) qui est peut-être le réel moteur économique du grand Liège.

Pas un mot sur la production d'électricité bien représentée par la centrale de Tihange (2300MW), la centrale TGV de Seraing (400MW), un système unique de stockage à Coe et, en 2005, la première centrale électrique au bois de 80 MW. La province de Liège produit plus de deux fois l'électricité qu'elle consomme.

Et que pensez-vous des quatre scénarios ?

Les 4 scénarios sont amusants mais ils se basent trop sur les constats optimistes est édifiant : biotech, spatial, mécanique, tourisme, culture, l'eau et le bois avec des entreprises de seconde transformation sans qu'on



La prospective, du vent ?

"Jouvenel a oublié l'armement, les TIC, la chimie..."

"Il manque à l'étude l'énergie, la communication..."

"En 2020, qu'en sera-t-il ?"

explique en quoi consisterait leur compétitivité par rapport aux entreprises polonaises. Mais les recommandations de Jouvenel enfoncent des portes ouvertes : il recommande aux décideurs politiques et syndicaux de devenir vertueux (!), dit que les citoyens doivent être conscients que la définition du futur de la Province leur appartient, prêche pour la transparence plutôt que la langue de bois, pour le débat démocratique plutôt que confiné en des cénacles confidentiels. Evidences...
Qu'est ce qu'il manque à Liège ?
Je crois que les instances politiques gèrent le temporel à une échéance d'un ordre de grandeur électoral : entre 4 et 6 ans. Il manque manifestement une vision intemporelle autour de laquelle œuvreraient tous les acteurs de la Province. Tant ceux qui vont naître que ceux qui doivent laisser la place, progressivement.
D'où l'intérêt d'une étude Liège... 2020.

Futuribles, de son côté, ne semble pas avoir bien mesuré le potentiel énorme du modèle de l'efficacité : faire plus avec moins. Ainsi, la Belgique perd

chaque année 4 milliards € pour chauffer des bâtiments, lanterne rouge de l'Europe en efficacité énergétique. Or, des bâtiments thermo efficaces se chauffent avec 4 fois moins d'énergie soit 3 milliards € d'économie par an et davantage dans les prochaines années. Sur la province de Liège, cela représente 300 millions € d'économie par an, 10 fois la richesse créée par... EVS ou 10.000 emplois directs à 30.000 €.

Autre exemple, la gestion des forêts...

Les forêts wallonnes, c'est un potentiel de deux millions de tonnes par an dont une grande partie pourrit en forêt. Pourquoi ne subsidie-t-on pas l'entretien des forêts et le captage de cette ressource renouvelable pour éviter d'importer 200 millions d'€ de pétrole chaque année ?

C'est un plaidoyer écolo ?

Ecologiste au sens philosophique, pas nécessairement politique même si l'on connaît mes opinions. Je pense que les mises en garde des écologistes n'ont servi qu'à casser les pieds des "responsables"... du marasme actuel. A mon sens, c'est le développement durable, qui englobe également les TIC, la production d'énergie renouvelable (bois,

éoliennes...), les économies d'énergie, l'agriculture, la politique de transport, une gestion rationnelle des sols... qui est le véritable thème fédérateur pour les générations futures. Ceci sans compter sur les retombées économiques que des constructeurs locaux peuvent dégager en fabriquant eux-mêmes les équipements et en les exportant. Je pense à cette société espagnole qui, après la maîtrise de la construction de mâts d'éoliennes, exporte ses structures métalliques pour la gare TGV de Liège...

Du... vent, la prospective ?

Réinventons le temps de 35 ans. Nous sommes en 1970, au plus haut de l'enthousiasme démesuré pour les victoires technologiques humaines. Ma tante, socialiste, directrice de pensionnat me confie : "toi, en l'an 2000, tu passeras tes vacances sur la lune". A Liège, on parle de métro, de saphère - ce train suspendu comme à Disneyland - d'autoroutes urbaines comme à Los Angeles, d'une université de 20.000 étudiants, des travaux imminents de la Place Saint Lambert... Désillusions !

Van Cauwenbergh et Destexhe ont plus qu'un oignon à peler

Le ministre-président a répondu, hier au Parlement wallon, au sénateur. Les deux hommes ne manquent pas d'arguments. Retour sur les déclarations de l'un et de l'autre.

«Une insulte»

Pour le ministre-président, c'est le sénateur libéral qui «insulte l'avenir wallon».

RÉPONDANT à une Interpellation au Parlement wallon, Jean-Claude Van Cauwenbergh n'a pas manqué de dire ce qu'il pense de la «sortie» d'Alain Destexhe.

Assurant que le querelle des chiffres n'est pas l'essentiel mais, par contre, qu'Alain Destexhe n'a la nécessaire, la pertinence et l'impact du Contrat d'avenir, et donc qu'il «insulte l'avenir wallon», Van Cauwenbergh n'a pas manqué de discréditer à la fois le projet commun pour leur Région.

Pour Van Cau, Destexhe n'a jamais rien proposé, n'a jamais rassemblé personne autour de lui, n'a jamais entamé aucune discussion et, a fortiori, ne s'est jamais engagé dans l'action pour le mieux-être de la Wallonie et de Bruxelles. Quelqu'un de seul, isolé politiquement à la droite extrême du MR, lançant des accusations dignes du café du commerce et ne s'intéressant à la Wallonie qu'après avoir éprouvé média lique ment le thème du Rwanda.

Pour le ministre-président wallon: «Partenaires du Contrat d'avenir — patrons de l'UWE, de

l'UCM ou de la FWA; syndicalistes de la FGFB et de la CSC; représentants des communes, provinces et CPAS; responsables politiques et parlementaires de toutes tendances; opérateurs de formation; chercheurs; recteurs... — vous vous êtes tous trompés, la Wallonie ne méritait pas votre mobilisation autour du Contrat d'avenir. En plus, tout ce que vous avez fait ensemble n'a servi à rien. Perdue dans l'interminable traversée du désert wallon, vous êtes toutes et tous victimes d'une hallucination collective. La Wallonie ne va pas mieux!»

«Elle ne va pas mieux malgré l'engagement déterminé de Serge Kubis pendant cinq ans à la tête de départements aussi stratégiques que l'Economie, le Commerce extérieur, la Recherche, les Télécoms, ou encore les Aéroports et le Tourisme.»

«A moins, bien sûr, que ce ne soit l'inverse et que ce soit pas un seul qui ait raison contre tous.»

Et Van Cau de prendre en compte une étude réalisée par le professeur Henri Capron de l'UWE.

«Son propos est clair dès l'en-tête lorsqu'il précise — je cite — en ma qualité de scientifique, il m'apparaît nécessaire de rectifier la manipulation statistique qui a été opérée et l'ignorance flagrante des principes élémentaires de développement régional à la base de celle-ci. Non



(Photo Baylo)

apparaît donc, là aussi, que notre censeur aurait beaucoup à apprendre d'un stage à l'UWEFS, qui travaille justement, avec toutes les précautions d'usage, sur la réalisation de séries objectives...»

Pour le ministre-président wallon, «l'analyse compare des hommes et des poires, ou, plus exactement, des États et des Régions.»

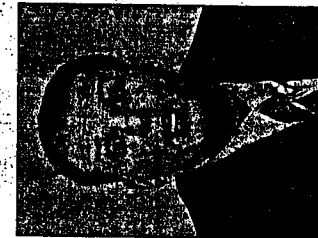
«Choisit le PIB comme indicateur à la défaut de ne pas traduire la richesse des résidents d'une région mais sa capacité à créer de la valeur ajoutée. C'est ce qui explique que Bruxelles figure en tête des régions européennes les plus riches et ce, pour la bonne raison que ce résultat tient au fait qu'on divise par la seule population bruxelloise la valeur ajoutée produite sur cet espace territorial par les 300.000 actifs résidents bruxellois auxquels il faut ajouter les 230.000 Flamands et les 125.000 Wallons travaillant à Bruxelles.» Et Van Cau de poursuivre en affirmant aussi qu'il n'est plus aujourd'hui d'économistes sérieux qui prétendent que les emplois publics gonflent artificiellement les performances d'une Région. Les partis politiques wallons reconnaissent l'importance d'un «acteur privé fort, créateur de richesse et d'emploi, dans le cadre d'un système équilibré où public et privé remplissent, chacun, des fonctions indispensables.»

Alain Destexhe (MR) a jeté un fémur pavé dans la mare la semaine dernière.

L'Echo: Vous contestez l'idée qu'une dynamique positive se fasse jour en Wallonie... Alain Destexhe: Cette dynamique du fémurissement, on a bien dû mal à en trouver trace dans le rapport de M. de Joux-Wellé (mars 2002). Pareillement, le constat dressé par McKinsey dans l'étude commandée par le ministre Marcourt n'évoque pas le moindre fémurissement. Le seul point fort clairement identifié, c'est l'infrastructure; mais Pour l'esprit d'entreprise et le capital humain, le tableau est celui d'un retard important et McKinsey y apporte une très faible nuance en la mettant doublement au conditionnel (p. 14 dudit rapport: «... des signes récents sembleraient indiquer un train de s'opérer...»). L'UWE (dans Vers l'avenir du 3 mars) ne convaincra de cette dynamique et en appelle clairement à une «stratégie de ruptures.»

l'évolution du PIB démonte cependant une tendance favorable par rapport à nos voisins européens.

A.D.: Hormis en 2000, le taux de croissance du PIB wallon ne dépasse jamais le PIB européen, ou ne se sont pas satisfaites d'un



(Photo Baylo)

doux frémissement: ouvrons le débat, absent aujourd'hui, sur les instruments du succès! L'évolution du taux d'emploi wallon ne vous impressionne pas davantage!

A.D.: Le taux d'emploi a augmenté entre 1998 et 2003, mais la méthode a changé en 1999, ce qui doit inciter à la prudence pour les comparaisons intertemporelles. En outre, à 5%, la Wallonie est toujours 9 points sous la moyenne européenne, et 15 points sous l'objectif de Lisbonne. Quant au chômage, avec 18,3% en février 2005, on ne peut pas dire que les chiffres soient bons. Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté en Wallonie en février 2005, par rapport à janvier 2005 (+828 unités), ainsi qu'à Bruxelles (+2.575 unités), alors qu'il diminuait en Flandre (-4.689 unités). La divergence de tendance favorable à la Wallonie sur la dernière année est ainsi beaucoup moins manifeste: il y a un décalage de calendrier entre les deux courbes même manière aux chocs conjoncturels. Dans le passé, la courbe flamande a toujours montré une meilleure capacité à «rebondir» et il serait prudent d'attendre encore un ou deux cycles saisonniers avant de conclure.

On ne peut pas nier le regain de forme de la création d'entreprises en Wallonie... beaucoup moins sûr... M. Marcourt a fait savoir qu'il faudrait coordonner les foires d'organismes publics et autres chargés de développement économique en Wallonie. Coordonner, oui, mais rationaliser, simplifier, supprimer: on en est

«Nous rejoindrons la Flandre dans 200 ans»

A.D.: Je suis très heureux de voir que la Wallonie fait un peu mieux que la Flandre (+13% au lieu de 11% en 2003 et 2004). Mais vous savez que les destructions d'entreprises sont aussi moins importantes en Flandre... Bien sûr qu'il y a une dynamique entrepreneuriale que nous soulignons dans le rapport, mais elle résiste mal à un environnement global peu porteur. j'admire les entrepreneurs qui investissent dans ce contexte. Donc le rebond wallon ne serait que poudre aux yeux?

A.D.: Votre journal écrit que «la Wallonie doit proposer un lot d'actions concrètes pour rattraper son retard». Elle vient effectivement de commencer: le 24 février, le gouvernement wallon a arrêté les modalités de recrutement du super-fonctionnaire chargé de mettre en oeuvre le futur «plan transversal pour la création d'activités». La Wallonie a-t-elle changé? Quand un problème se pose, on fait un plan d'actions, on crée un organe nouveau et on nomme un haut commis de l'Etat. Voilà bien un lot d'actions concrètes! Par ailleurs, revenu d'Écosse, M. Marcourt a fait savoir qu'il faudrait coordonner les foires d'organismes publics et autres chargés de développement économique en Wallonie. Coordonner, oui, mais rationaliser, simplifier, supprimer: on en est

alors d'un poil (0,1%). Tout au plus l'égalité-là en 2003 et 2004 mais les données régionales ne sont pas encore publiées par l'ICN. A ce rythme de «rattrapage», nous aurons rejoint la Flandre ou l'Europe dans 200 ans! Il y a deux façons de rêver au redéploiement économique de la Wallonie. On peut s'accrocher de toute son âme à un léger frémissement comme un amoureux transi guette avec impatience le moulinet billet doux de sa belle, en s'imaginant y trouver une promesse de mariage. Mais le rêve peut aussi être moins romantique et plus réaliste: d'autres belles se sont finalement mariées avec la croissance (l'Écosse par exemple) et ne se sont pas satisfaites d'un